

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 18/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNAM

Avenue Jean Jaurès
BP 4
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2025-41
Code AIOT : 0006802477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement Snam implanté Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 30/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée afin de permettre un suivi :

- de la mise en demeure prise par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2023 ;
- de la cessation définitive des activités de la ligne hydrozinc ;
- de l'avancement des travaux liés à l'installation des cellules de stockage des batteries usagées et des fours de thermolyse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAM
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La SNAM est autorisée à exercer plusieurs activités liées au traitement de déchets industriels, notamment :

- la distillation et le raffinage du cadmium à partir de batteries/accumulateurs NiCd permettant l'obtention de lingots de cadmium métal ;
- la thermolyse de piles/batteries/accumulateurs NiMH et Li-ion dans des fours de thermolyse ;
- la régénération de bains usés d'acide de dézingage et de bains usés de fluxage sur la ligne hydrozinc (bains de préparation dans lesquels sont plongées des pièces en acier avant l'opération de galvanisation) ;
- l'extraction de cobalt, de nickel et de manganèse sur la ligne hydrobat, à partir de la fraction pulvérulente (dite «masse active») issue des opérations de broyage/tamissage des piles/batteries/accumulateurs Li-ion après thermolyse.

Le site est actuellement régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 décembre 2023 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2024, sous le statut Seveso seuil haut du fait de la quantité de produit dangereux pour l'environnement aquatique susceptible d'être présente sur le site (rubrique 4510). Les installations relèvent également de la directive «IED» au regard des rubriques 3250 (transformation de métaux et alliages non ferreux), 3420 (fabrication de produits chimiques inorganiques), 3510 (traitement de déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 4 | Conception des installations | Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.1.5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 6 | Conception des installations | Arrêté Préfectoral du 16/07/2024, article 6 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 7 | Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents | Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 5.2.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 8 | Thermolyse | Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 7.3.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|--------------------------|
| 1 | Conduit E — Hydrométallurgie | AP Complémentaire du 15/01/2020, article 3.2.4.5. | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 2 | Cessation partielle d'activité | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1 | / | Sans objet |
| 3 | Conception des installations | Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.1.4 | / | Sans objet |
| 5 | Surveillance des rejets dans l'atmosphère | Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.3.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 4 non conformités pour lesquelles des justificatifs peuvent rapidement être transmis par l'exploitant.

Une lettre de suite en ce sens est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

Ce rapport est également accompagné :

- d'un projet d'arrêté préfectoral de levée de mise en demeure ;
- d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant mise à jour des activités exercées suite à l'arrêt de la ligne hydrozinc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduit E — Hydrométallurgie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2020, article 3.2.4.5. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conduit E — Hydrométallurgie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2024 |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Poussières : concentration 3 mg/Nm³ HCl : concentration 10 mg/Nm³ NH₃ : concentration 50 mg/Nm³ si flux horaire > à 100 g/h Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : concentration 0,5 mg/Nm³ - Flux : 10 g/j</p> <p>Fréquence des mesures comparatives : HCl : annuelle Somme des autres métaux lourds (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn) : annuelle NH₃ : annuelle</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé au démantèlement de tous les équipements (réacteurs, filtres-presses, tuyauteries) de la ligne hydrozinc présents au sein du bâtiment hydrométallurgie. De ce fait, il n'y a donc plus de rejets atmosphériques sur cette installation. L'arrêté de mise en demeure peut être abrogé. Un projet d'arrêté préfectoral de levée de mise en demeure est joint au présent rapport.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p> |

N° 2 : Cessation partielle d'activité

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité : rubriques 3510 et 3550</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 30 septembre 2024, l'exploitant a informé monsieur le préfet de l'Aveyron de :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'arrêt des activités de régénération de bains usés de fluxage et d'acide de dézingage sur la |

- ligne hydrozinc (rubrique 3510 - régime de l'autorisation) à compter du 8 août 2024 ;
- de la vidange totale et du démantèlement des 5 cuves de stockage extérieures contenant des bains usés de fluxage ou d'acide de dézingage (rubrique 3550 - régime de l'autorisation) à partir du 31 janvier 2025.

L'arrêt de ces activités entraîne également :

- l'arrêt de l'activité de stockage de produits liquides comburants visée au titre de la rubrique 4441 (régime de l'autorisation), produits utilisés sur la ligne hydrozinc ;
- un abaissement de l'activité de stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique visée au titre de la rubrique 4510 passant ainsi de 1102,5 à 570 tonnes (rubrique maintenue en autorisation - statut Seveso seuil haut) ;
- un abaissement de la quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents visée au titre de la rubrique 2718 passant ainsi de 4050 à 3950 tonnes (rubrique maintenue en autorisation).

Lors de l'inspection, il a été constaté le maintien des 5 cuves de stockage extérieures (3 x 25 m³ et 2 x 50 m³) dont une contenant encore 22,4 tonnes de chlorure de zinc (produit régénéré) qui seront évacués par camion-citerne au plus tard vendredi 14 février 2025. Selon les propos de l'exploitant, ces cuves et leurs rétentions associées seront très prochainement démantelées afin de créer un chemin routier interne pour les chariots élévateurs.

Compte tenu des modifications réalisées, il convient de mettre à jour le tableau de classement des activités exercées par la société SNAM. A ce titre, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès que les mesures permettant d'assurer la mise en sécurité totale de l'ancienne zone hydrozinc auront été mises en œuvre (démantèlement des 5 cuves extérieures), l'exploitant fournira l'ATTES-SECUR, réalisée par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

Prescription contrôlée :

| N° de conduit | I n s t a l l a t i o n s r a c c o r d é e s | P u i s s a n c e o u c a p a c i t é | A u t r e s c a r a c t é r i s t i q u e s |
|---------------|---|--|---|
| B1 | UTA 4 : Unités de chauffe n° 1 et 2 du four de thermolyse | 1 four électrique | Post-combustion, refroidissement, traitement des dioxines par injection d'absorbant sec type charbon actif, traitement des HF/HCl par injection |

| | | | |
|----|---|-----------------------|---|
| | | | HF/HCl par injection de bicarbonate de soude et de chaux, filtres à manche catalytique avec filtres finisseurs haute efficacité. |
| B2 | UTA 4 bis : Unités de chauffe n° 3 et 4 du four de thermolyse | 1 four électrique | Post-combustion, refroidissement, traitement des dioxines par injection d'absorbant sec type charbon actif, traitement des HF/HCl par injection de bicarbonate de soude et de chaux, filtres à manche catalytique avec filtres finisseurs haute efficacité. |
| B3 | U T A 5 : refroidissement charges post-thermolyse | 8 hottes d'aspiration | Filtre à cartouche et traitement des dioxines par injection d'absorbant sec type charbon actif. |

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence :

1) d'une ligne de thermolyse comprenant notamment :

- 2 unités de chauffe ;
- un système d'aspiration des fumées ;
- une unité de post-combustion équipée de brûleurs au gaz ;
- une chaudière de refroidissement des fumées;
- une unité d'injection de réactifs permettant de traiter les dioxines et HF/HCl ;

- une unité de traitement de l'air composée de filtres à manche catalytique et de filtres finisseurs haute efficacité ;
- un conduit de cheminée (B1) ;

2) d'une unité de traitement de l'air constituée de 4 hottes d'aspiration permettant de capter les effluents atmosphériques générés lors de l'opération de refroidissement des charges (panier métallique chargé de piles/batteries/accumulateurs thermolysés) comprenant notamment :

- des filtres à cartouche ;
- une unité d'injection de réactifs permettant de traiter les dioxines ;
- un conduit de cheminée (B3).

Selon les propos de l'exploitant, la 2ème ligne de thermolyse et les 4 hottes d'aspiration complémentaires seront installées ultérieurement et notamment après les tests et les différents réglages permettant un fonctionnement optimal de la 1ère ligne de thermolyse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet

Prescription contrôlée :

| | Hauteur en m | Diamètre en m | Débit nominal maximum en Nm ³ /h | Vitesse mini d'éjection en m/s |
|----------------|-----------------|------------------|---|--------------------------------------|
| Conduits B1/B2 | 20 | 0,51 | De 10 200 à 17 400 | 14 à 23,7 |
| Conduit B3 | 20 | 0,9 | 30 600 | 13,5 |

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence des conduits B1 et B3. Selon les propos de l'exploitant, ces conduits respectent la hauteur et les diamètres requis et les extracteurs permettent d'assurer les débits nominaux maximum.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera et justifiera à l'inspection la hauteur, le diamètre, le débit nominal maximum et la vitesse minimum d'éjection de chacun des 2 conduits B1 et B3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Prescription contrôlée :

| Paramètre | Conduits B1 et B2 | Conduit B3 |
|------------------------|-------------------|------------|
| Débit | En continu | En continu |
| Teneur en oxygène | En continu | - |
| Température | En continu | - |
| Pression | En continu | - |
| Teneur en vapeur d'eau | En continu | - |
| NOx | En continu | - |
| CO | En continu | - |
| SO ₂ | En continu | - |

| | | |
|--|-----------------|---------------|
| | | |
| Poussières | En continu | Semestrielle |
| Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques du chlore exprimés en HCl | En continu | Semestrielle |
| Fluorure d'hydrogène (HF) | En continu | Semestrielle |
| Mercure (Hg) | En continu | Trimestrielle |
| As, Se, Te et leurs composés | | Trimestrielle |
| Métaux et métalloïdes (Sb, As, Cd, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, Sn, Tl, V, Zn) | Trimestrielle | Trimestrielle |
| HAP | - | Semestrielle |
| NH ₃ | - | - |
| COVT | En continu | - |
| PCDD/PCDF | En semi-continu | - |

| | | |
|----------------------|---|---|
| PCB de type dioxines | M e n s u e l l e p o u r l'échantillonnage à long terme | - |
| PCB de type dioxines | S e m e s t r i e l l e p o u r l'échantillonnage à court terme | - |
| Benzo[a]pyrène | Annuelle | - |

Constats :

L'inspection a vérifié que les armoires de supervision et de contrôle des rejets atmosphériques permettent de mesurer en continu : le débit, la température, la pression, la teneur en vapeur d'eau, les NO_x, le CO, le SO₂, les poussières, le HCl, le HF, le mercure, les COVT et les dioxines/furanes. Il convient de noter que la teneur en oxygène ne sera pas mesurée mais calculée en continu.

En revanche, il n'a pas été possible de connaître les concentrations des différents rejets car les installations ne sont pas encore en fonctionnement. Les premiers essais de la ligne de thermolyse devraient être réalisés d'ici la fin du mois de février 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2024, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu

Prescription contrôlée :

| Bâtiment/local | Dispositions constructives |
|---|---|
| 4 cellules de stockage de batteries de 52,8 m ² (zone référencée 10a) | Murs coupe-feu REI 180 de 4 m de haut sur 3 faces de chaque cellule Détection incendie sur chaque cellule ou couvrant plusieurs cellules |

| | |
|--|---|
| 16 cellules de stockage de batteries de 84 m ² (zone référencée 10b) | Murs coupe-feu REI 180 de 4,5 m de haut sur 3 faces de chaque cellule Détection incendie sur chaque cellule ou couvrant plusieurs cellules |
| Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence des 20 cellules de stockage de batteries sur les zones 10a et 10b. Toutes ces cellules sont dotées de murs-coupe-feu en béton banché. Les 4 cellules de la zone 10a sont équipées de 2 détecteurs opto-thermique par cellule. Les 16 cellules de la zone 10b sont couvertes par 10 caméras thermiques et par un système de détection de fumée par aspiration de type VESDA. | |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirmera et justifiera le caractère coupe-feu REI 180 des murs en béton banché des cellules de stockage. | |
| Type de suites proposées : Avec suites | |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant | |
| Proposition de délais : 15 jours | |

N° 7 : Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 5.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Événements et parois soufflables |
| Prescription contrôlée : Les quatre unités de chauffe des fours de thermolyse sont équipés d'un événement individuel d'une surface minimale de 2300 cm ² à 50 mbar. |
| Constats : Les deux unités de chauffe actuellement installées sont dotées d'un événement individuel. L'exploitant a transmis un justificatif permettant de confirmer une surface d'événement minimale de 2300 cm ² pour un déclenchement à partir d'une surpression comprise entre 180 et 220 mbar. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera que le relèvement de la pression de déclenchement des événements de 50 mbar à une pression comprise entre 180 et 220 mbar ne remet pas en cause les hypothèses de calcul des effets de surpression modélisés dans l'étude de dangers. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |

| |
|----------------------------------|
| Proposition de délais : 15 jours |
|----------------------------------|

N° 8 : Thermolyse

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 7.3.3 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de sécurité |
|--|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

[...]

Les brûleurs gaz de l'installation de post-combustion des gaz sont équipés d'un dispositif de détection de flamme régulièrement contrôlé. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner l'arrêt des fours de thermolyse.

L'atelier de thermolyse dispose de détecteurs gaz avec alarme associée. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant met en œuvre une procédure d'isolement ou de coupure de l'alimentation en gaz par des opérateurs internes.

| |
|-------------------|
| Constats : |
|-------------------|

Lors de l'inspection, il n'a pas été possible de visualiser la présence d'un dispositif de détection de flamme au niveau des brûleurs gaz de l'installation de post-combustion. Selon les propos de l'exploitant, un tel dispositif est présent sur le nez des brûleurs.

L'atelier de thermolyse n'est pas encore équipé de détecteurs gaz avec alarme associé. Selon les propos de l'exploitant, ces détecteurs ont été achetés et livrés sur site mais leur installation n'a pas encore été réalisée.

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
|--|

L'exploitant :

- confirmera à l'inspection la présence d'un dispositif de détection de flamme au niveau du nez des brûleurs de l'installation de post-combustion ;
- procédera à l'installation de détecteurs gaz avec alarme associée dans l'atelier de thermolyse avant la mise en fonctionnement des fours et de la post-combustion et en informera l'inspection.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|---|

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
|---|

| |
|---|
| Proposition de délais : 15 jours |
|---|